

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

*Centre de Marseille*

**241 J**

**Ligue des droits de l'homme**  
**Section de Marseille nord-sud**

**1988-1999**

Répertoire numérique  
rédigé par Géraldine Gall

2011

## Présentation du fonds

Origine	Section de Marseille nord-sud de la Ligue des droits de l'homme <sup>1</sup>
Cote	241 J
Dates extrêmes	1988-1999
Description matérielle	54 articles, 2.30ml
Lieu de conservation	Archives départementales des Bouches-du-Rhône
Historique de la section	<p>Créée en 1989, la section nord-sud est la deuxième section de la LDH créée à Marseille, où existait déjà une section appelée « centre ». Parmi les membres fondateurs, on trouve un sociologue et un urbaniste, pionniers de la politique de la ville, Michel Anselme et Alain Fourest, et un militant associatif, Saïd Boukenouche initiateur de la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » (1983).</p> <p>Les objectifs prioritaires de la section sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• « Veiller à l'application scrupuleuse par les services publics des lois et règlements envers les étrangers (carte de séjour, regroupement familial, asile politique...) »</li><li>• « Lutter contre toute forme de discriminations envers les personnes (immigrés, Gitans, handicapés, homosexuels...) »</li><li>• « Exiger le droit à l'information et à l'application scrupuleuse de la loi dans les institutions publiques (police, justice, armée, administrations locales...) »</li><li>• « Participer à toute action de soutien ou de solidarité envers les personnes ou des groupes de victimes d'abus et d'injustices flagrantes (logement, formation, emploi) à Marseille, mais aussi ailleurs. »</li></ul> <p>À l'image de la LDH définie comme « une entreprise de revendications collective » par l'historienne Madeleine Rébérioux, présidente de la LDH de 1991 à 1995, la section de Marseille nord-sud en relayant les grandes campagnes nationales, organise des manifestations et des rencontres, interpelle les pouvoirs publics, prend position publiquement, et s'implique dans les réseaux locaux. Enfin, au regard de la situation politique à Marseille et dans la région PACA, elle partage notamment avec les section de Toulon et de Vitrolles, une importante participation à la lutte contre le racisme et les partis d'extrême droite dans la décennie 1990. Avec l'engagement d'Alain Fourest au sein du comité central dont il est élu membre et responsable du groupe de travail sur le droit au logement à partir de 1991, la section nord-sud se trouve fortement représentée dans les instances nationales. De plus, en tant que délégué régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur à partir de 1991, Alain Fourest assure la circulation des</p>

---

<sup>1</sup> Par simplification, on utilisera le sigle LDH pour Ligue des droits de l'homme dans le corps de l'instrument de recherche.

informations entre les sections locales au niveau régional mais aussi avec les instances nationales. Les archives d'Alain Fourest dans le cadre de ces mandats ont été conservées par la section nord-sud dont il a été président entre 1989 et 1991 et entre 1999 et 2000.

**Composition et intérêt  
du fonds**

Ce fonds est constitué de trois ensembles assez complets, composés en majeure partie de comptes rendus de réunions, de correspondance, de dossiers d'information, de tracts et de communiqués.

Le premier relatif à la création, au fonctionnement et aux activités de la section nord-sud, est le plus volumineux. Ces archives permettent de suivre dix ans de la vie d'une organisation civique et politique agissant en dehors des partis comme un contre pouvoir, sur le territoire de Marseille, dans un contexte fortement marqué par la reconnaissance d'un droit au logement ; l'accès aux droits pour les étrangers et de nouvelles lois réglementant le code de la nationalité ; la lutte contre les partis d'extrême droite et le Front national en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et l'émergence d'une démocratie locale et citoyenne.

Le second ensemble permet de reconstituer les relations entre la section locale et les instances nationales : comité central, groupe de travail sur le logement et congrès, l'un des membres de la section étant élu au comité central et chargé du groupe de travail sur le logement.

Enfin, le dernier ensemble, qui pourrait être considéré comme un sous-fonds, rassemble les archives du délégué régional de la LDH en Provence-Alpes-Côte-d'Azur entre 1991 et 1999, membre de la section de Marseille nord-sud. Avec les dossiers des sections locales, ainsi que les comptes rendus d'activités et de réunions régionales, cet ensemble propose une dimension horizontale au fonctionnement de la LDH qui complète les précédents.

**Mode d'entrée et traitement  
du fonds**

Ce fonds est entré aux Archives départementales des Bouches-Rhône en 2010 dans le cadre du partenariat avec l'association Ancrages. En vrac, il a été reclassé. Seuls les exemplaires des publications nationales qui ne constitués pas des collections complètes ont été éliminés.

**Sources complémentaires**

**201 J Fonds Alain Fourest**  
**238 J Fonds Saïd Boukenouche**  
**2026 W Affaires traitées par le cabinet 1946-2007**  
**1693 W Affaires traitées par le cabinet : dossiers territoriaux concernant la vie politique, la vie économique et sociale du département 1945-1995**

**Bibliographie**

LE GOFF Armelle. Les archives d'association : Approche descriptive et conseils pratiques. Paris : la documentation française, 2001.

## **Plan de classement**

241 J 1-35	Section nord-sud Création de la section Fonctionnement Activités
241 J 36-48	Relations avec les instances nationales de la LDH Comité central Groupe de travail sur le logement Congrès nationaux annuels
241 J 49-54	Réseau Provence-Alpes-Côte-d'Azur de la LDH

# Inventaire

## Section de Marseille nord-sud

### Création de la section

- 241 J 1 Réunion fondatrice : convocation, compte rendu (1988) ;  
approbation par le comité central de la LDH<sup>2</sup> ;  
correspondance (1988-1989).  
1988-1989

### Fonctionnement

- 241 J 2 Réunions de l'instance dirigeante de la section, participation  
à des réunions externes : notes du président.  
1989-1993
- 241 J 3 Adhérents : listes.  
1989-1997
- 241 J 4 Assemblées générales annuelles : convocations, rapports  
d'activités.  
1989-1997
- 241 J 5-14 Réunions hebdomadaires des adhérents : convocations,  
comptes rendus, correspondance, tracts, communiqués.  
1989-1998
- |    |      |
|----|------|
| 5  | 1989 |
| 6  | 1990 |
| 7  | 1991 |
| 8  | 1992 |
| 9  | 1993 |
| 10 | 1994 |
| 11 | 1995 |

---

<sup>2</sup> Par simplification, on utilisera le sigle LDH pour Ligue des droits de l'homme dans le corps de l'instrument de recherche.

- 12 1996
- 13 1997
- 14 1998

241 J 15 Tracts, affiches, autocollants, bulletins d'adhésions. [s.d.]

### Activités

241 J 16-18 Droit au logement. 1988-1993

- 16 État des lieux sur les conditions de logement à Marseille : enquête, bilan, correspondance (1990) ; documentation : coupures de presse, brochures, rapports (1988-1989).

1988-1990

- 17 Constitution d'un groupe de réflexion relatif à la loi Besson<sup>3</sup> et aux difficultés d'accès au logement : correspondance, bulletin interne, comptes rendus de réunions.

1991-1992

- 18 Participation au collectif d'associations marseillais « Droit au logement-Provence unie » : correspondance, rapports, communiqués, coupures de presse.

1991-1993

241 J 19-22 Réfugiés, étrangers, code de la nationalité. 1989-1998

- 19 Accords de Schengen : manifeste, pétition, notes (1989). Réfugiés Kurdes à Marseille : communiqués, correspondances (1990-1994). Participation aux 1<sup>res</sup> rencontres sur l'accueil et l'intégration des réfugiés organisées à Marseille par l'ADRIM<sup>4</sup> et le CRIP<sup>5</sup> : programme, comptes rendus de réunion (1998).

1989-1998

- 20 « j'y suis, j'y vote », campagne nationale pour le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales : tracts, brochures, pétitions, correspondance.

1990

<sup>3</sup> Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, dite « loi Besson ».

<sup>4</sup> ADRIM : Association pour le développement des relations intercommunautaires à Marseille

<sup>5</sup> Centre de recherche et d'interventions psychologiques (Marseille)

- 21-22 Lois réformant le code de la nationalité<sup>6</sup>, l'entrée et le séjour en France des étrangers, organisation et participation à des manifestations et des collectifs<sup>7</sup> d'associations locaux : coupures de presse, documentation, manifestes, communiqués, correspondance.
- 21 1993-1996
- 22 1997-1998
- 241 J 23-27 Lutte contre les partis d'extrême droite et le Front national.
- 1989-1999
- 23 Mobilisation contre la nomination d'Henri Juramy, ancien candidat du Front national aux élections cantonales de 1985, comme conseiller du maire de Marseille, Robert Vigouroux : communiqué, correspondance, coupure de presse (1989). Profanation du cimetière juif de Carpentras : coupures de presse, communiqué (1990). Mobilisation contre l'assassinat d'Ibrahim Ali par des militants du Front national : coupures de presse, communiqués, correspondance (1995).
- 1989-1995
- 24 Participation à divers comités de coordination d'actions à Marseille et en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur : manifestes, pétitions, bulletins, coupures de presse (1991-1992) ; organisation d'une manifestation le 16 mars 1992 : déclaration en préfecture, correspondance, coupures de presse (1992).
- 1991-1992
- 25-27 Participation au réseau régional de lutte contre l'extrême-droite.
- 1994-1999
- 25 Constitution et activités du réseau : bulletins de liaison interne, manifestes, correspondance, comptes rendus de réunion.
- 1996-1999

<sup>6</sup> Lois n° 93-1027 du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France et n° 97-396 du 24 avril 1997 portant diverses dispositions relatives à l'immigration, dites « lois Pasqua-Debré » ; loi n° 98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile.

<sup>7</sup> Comité de vigilance et collectif des « sans papiers »

- 26 Organisation des conventions associatives « Citoyenneté contre l'extrême droite » : convocations, comptes rendus, correspondance.  
1996-1999
- 27 Documentation : coupures de presse, bulletins d'associations et mouvements locaux, rapports, brochures.  
1994-1999
- 241 J 28-29 Racisme.  
1990-1997
- 28 Participation au groupe « police-justice » de la cellule départementale de coordination de lutte contre le racisme : correspondance, documentation, comptes rendus de réunions, coupures de presse.  
1990-1997
- 29 Organisation du marathon « Courir contre le racisme » : correspondance, programme, affiches, dossier de presse.  
1997
- 241 J 30 Démocratie locale et citoyenneté. Participation aux assises locales de la citoyenneté organisées par un collectif d'associations marseillais : manifeste, notes, tracts, affiches, bulletins associatifs.  
1994-1995
- 241 J 31-32 Recueil d'informations : correspondance, notes, coupures de presse.  
1992
- 31 Sectes en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.
- 32 Traité de Maastricht<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Le Traité sur l'Union européenne appelé aussi traité de Maastricht, est le traité constitutif de l'Union européenne. Signé par l'ensemble des États membres de la Communauté économique européenne le 7 février 1992, après un accord conclu lors du Conseil européen de Maastricht, en décembre 1991, et est entré en vigueur le 1er novembre 1993.

- 241 J 33-34 Appel à manifester : correspondance, pétitions, tracts. 1991-1995
- 33 Guerre du Golfe<sup>9</sup>. 1991
- 34 Guerre civile en Algérie<sup>10</sup>. 1994-1995
- 241 J 35 Constitution de comités pour soutenir des personnes victimes de discrimination, d'injustice ou d'abus. Interventions auprès des autorités publiques, appel à manifestation contre le licenciement d'un salarié de la Caisse d'Épargne séropositif (1991), contre la garde à vue d'un militant syndical (1992), pour aider un ressortissant chinois médecin à la Timone en attente d'une carte de séjour (1992), contre l'emprisonnement au Salvador d'Ève Demazière (1991-1992), pour aider des chômeurs marseillais grévistes de la fin (1996), contre l'extradition de Salvatore Condro demandée par l'Italie (1997). 1991-1997

### Relations avec les instances nationales de la LDH

- 241 J 36-37 Comité central 1990-1997
- 36 Informations transmises par le comité central : comptes rendus de réunions, rapports d'activités, correspondance. Interventions auprès des sections locales : correspondance. 1991-1998
- 37 Documents d'information produits par les groupes de travail pour les sections. 1988-1998

<sup>9</sup> La guerre du Golfe de 1990-1991 dite aussi deuxième guerre du Golfe ou guerre du Koweït, est un conflit qui opposa l'Irak de Saddam Hussein à une coalition de 34 États, soutenue par l'Organisation des Nations unies entre 1990 et 1991.

<sup>10</sup> La guerre civile algérienne opposa le gouvernement algérien et divers groupes islamistes à partir de 1991.

241 J 38-39	Groupe de travail sur le logement <sup>11</sup>	1991-1996
	38 Relations avec les sections locales. Réponses au questionnaire envoyé aux sections (1991). Correspondance et communiqués (1991-1996). Documentation (1996).	1991-1996
	39 Relations avec les associations de défense du droit au logement : coupures de presse, correspondance.	1993-1994
241 J 40-48	Congrès annuel de la LDH. Préparation du congrès par le comité central. Dossier du délégué : projets de résolution, rapports moraux et financiers, listes des candidats au comité central, comptes rendus des commissions, contributions.	1988-1998
	40 1988-1990	
	41 1991	
	42 1992	
	43 1993	
	44 1994	
	45 1995 <sup>12</sup>	
	46 1996	
	47 1997	
	48 1998	

### **Réseau Provence-Alpes-Côte-d'Azur de la LDH<sup>13</sup>**

241 J 49	Listes des sections de PACA en relation avec le délégué régional.	1994-1995
241 J 50	Réunions régionales. Convocations, comptes rendus, correspondance.	1991-1997

<sup>11</sup> Alain Fourest, membre du comité central, est responsable de ce groupe de travail.

<sup>12</sup> Pour le 75<sup>e</sup> congrès, Alain Fourest est rapporteur de la commission « droit au logement et démocratie locale ».

<sup>13</sup> Alain Fourest, membre du comité central, est nommé délégué régional PACA.

241 J 51	Dossiers des sections : comptes rendus d'activités, tracts, correspondance. Sections d'Aix-en-Provence, Arles, Fos-sur-Mer, Istres, La Ciotat-Ceyreste, La-Fare-les-Oliviers, Marseille nord-sud, Nice, Pertuis, Salon-de-Provence, Saint-Rémy, Toulon, Vitrolles.	1991-1999
241 J 52	Fédération des Bouches-du-Rhône. Comptes rendus d'activités, communiqués, correspondance.	1997-1998
241 J 53	Communiqués locaux et nationaux relayés localement.	1995-1998
241 J 54	Centenaire de la LDH. Organisation d'une manifestation régionale à La Ciotat : programme, compte rendu, correspondance.	1998

## Index

Accords de Schengen : 19  
ADRIM voir Association pour le développement des relations intercommunautaires à Marseille  
affiche : 15, 30  
*Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)* : 51  
*Algérie* : 34  
antisémitisme : 23  
*Arles (Bouches-du-Rhône)* : 51  
assemblée générale : 1  
Association pour le développement des relations intercommunautaires à Marseille : 19  
association : 1-54  
atteinte à la dignité des personnes : 35  
Caisse d'épargne (Provence-Alpes-Côte d'Azur) : 35  
*Carpentras (Vaucluse)* : 23  
Centre de recherche et d'intervention psychologiques (Marseille) : 19  
*Ceyreste (Bouches-du-Rhône)* : 51  
commémoration : 54  
communiqué de presse : 5-14, 18-19, 21-23, 29, 38  
compte rendu de réunion : 1, 5-14, 17, 19, 25, 28, 36, 50  
correspondance : 1, 5-14, 16-26, 28-29, 31-34, 36, 38-39, 50-52, 54  
coupure de presse : 16-18, 21-24, 27-28, 31-32, 39  
CRIP voir Centre de recherche et d'intervention psychologiques (Marseille)  
demandeur d'emploi : 35  
démocratie : 30  
droits civiques : 20  
droits de l'homme : 1-54  
élection cantonale : 23  
élection : 20  
enquête : 16, 38  
étranger : 19-22, 35  
extrême-droite : 23-27  
fonctionnement : 2-14, 36-54  
*Fos-sur-mer (Bouches-du-Rhône)* : 51  
Front national (France ; 1972-....) : 23-27  
frontière : 19  
Guerre du golfe Persique (1990-1991) : 33  
guerre : 34  
incarcération : 35  
*Istres (Bouches-du-Rhône)* : 51  
*Italie* : 35  
justice : 29  
*La Ciotat (Bouches-du-Rhône)* : 51, 54  
*La Fare-les-Oliviers (Bouches-du-Rhône)* : 51  
licenciement : 35  
liste nominative : 3, 40-48  
logement : 16-18, 38-39  
maire : 23

manifestation de protestation : 1-54  
manifestation sportive : 29  
*Marseille (Bouches-du-Rhône)* : 1-54  
mouvement politique : 1-54  
naturalisation : 21-22  
*Nice (Alpes-maritimes)* : 51  
*Pertuis (Vaucluse)* : 51  
pétition : 20, 24, 33-34  
police : 29  
programme : 19, 54  
*Provence-Alpes-Côte d'Azur (France)* : 1-54  
publication interne : 17, 24-25, 30  
questionnaire d'enquête : 38  
racisme : 23, 28-29  
rapport : 16, 18, 27  
rapport d'activité : 4, 36, 51-52  
réfugié : 19,  
*Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône)* : 51  
*Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône)* : 51  
*Salvador* : 35  
secte : 31  
sida : 35  
syndicat professionnel : 35  
texte officiel : 17, 21-22, 32  
*Toulon (Var)* : 51  
tract : 5-15, 20, 30, 33-34,  
Traité de Maastricht voir Traité sur l'Union européenne (1992)  
Traité sur l'Union européenne (1992) : 32  
Union européenne : 19, 31-32  
vie politique : 1-54  
Vigouroux, Robert (1923-....) : 23  
*Vitrolles (Bouches-du-Rhône)* : 51

## Table des matières

Présentation du fonds .....	2
Plan de classement .....	4
Inventaire .....	5
Index.....	12
Table des matières.....	14